

Compte rendu de la table ronde

Quel(s) modèle(s) de développement pour Madagascar ? Entre ouverture, État stratégie et souveraineté productive

Cadre : Axe 2 - Madagascar et développement, dans le cadre de Zama 2026 (Passerelles, 10 ans). Dimanche 5 juillet 2026, 10 h 30 - 12 h 45, auditorium de l'Espace Bernanos, Paris. La table ronde suivait la conférence « 1 300 ans d'histoire économique de Madagascar » donnée par Thierry Rajaona, adossée à l'exposition du même nom conçue avec la mention Histoire de l'Université d'Antananarivo, et aux actes du colloque de juin dernier consacré à cette histoire longue

Intervenants : Vahinala Raharinirina, ancienne ministre de l'Environnement et du Développement durable, vice-présidente de l'université de Fianarantsoa ; Mireille Razafindrakoto, économiste, directrice de recherche à l'IRD, co-autrice de *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar* ; Samuel F. Sanchez, historien, spécialiste du XIXe siècle malgache ; Thierry Rajaona, fondateur de FTHM Consulting, président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) de 2020 à 2024 ; Harison Rakotonirainy, entrepreneur du numérique, ancien banquier d'affaires. Modération : James Ranaivoson, ancien cadre dirigeant d'institutions financières internationales, spécialiste de la finance climatique et de la conservation

Public : les questions de la salle ont occupé le dernier tiers de la séance, presque entièrement consacré au rôle des élites et de la diaspora

Introduction : un « s » entre parenthèses

1. Sur l'écran, le titre portait un « s » entre parenthèses : quel(s) modèle(s) de développement. James Ranaivoson l'a revendiqué d'entrée : il n'existe pas un modèle de développement pour Madagascar, il en existe plusieurs, à doser et à confronter au réel.
2. Il avait organisé la séance en quatre temps : d'abord un diagnostic de la situation économique ; puis une comparaison avec les trajectoires d'Asie de l'Est ; ensuite un examen des socles sur lesquels bâtir, le capital naturel et l'autosuffisance alimentaire d'un côté, les systèmes d'information de l'autre ; enfin une discussion ouverte avec la salle.
3. Le point de départ est connu et douloureux. Plusieurs pays d'Asie de l'Est affichaient en 1960 un PIB par habitant comparable à celui de Madagascar. Soixante-cinq ans plus tard, les trajectoires ont totalement divergé. Comprendre pourquoi, et surtout ce qui dans cette comparaison est transposable ou non, a servi de fil rouge à la matinée.

Un diagnostic sans complaisance

Un potentiel colossal, une situation catastrophique

4. Vahinala Raharinirina a ouvert le tour de table sans précaution oratoire : Madagascar est « un merveilleux pays avec un potentiel colossal », et un pays dans une situation qu'elle qualifie de catastrophique.

5. Le relèvement du seuil international de pauvreté à 3,15 dollars par jour place selon elle jusqu'à neuf Malgaches sur dix sous ce seuil, pendant qu'une petite minorité concentre la richesse et l'accès aux ressources. Le défi n'est donc pas seulement la pauvreté : c'est une fracture entre une élite qui vit « comme dans un pays occidental » et une population dispersée sur un immense territoire.

6. Ce qui l'a le plus marquée au pilotage de l'État n'est pas le manque de ressources : c'est « cette incapacité collective à renverser la situation ». Des Malgaches brillent individuellement partout dans le monde, et le pays n'y arrive pas collectivement. Il manque la coopération, la stratégie collaborative, l'action collective.

L'énigme et le paradoxe : des décollages toujours interrompus

7. Mireille Razafindrakoto a replacé ce constat dans la trajectoire longue que documentent ses travaux. L'énigme malgache, c'est une trajectoire qui ne cesse de chuter alors que les ressources humaines et naturelles sont là. Le paradoxe, c'est que chaque début de décollage s'est terminé par une crise politique.

8. Des décollages, il y en a eu : la fin des années 1990 et les zones franches, des périodes où la Banque mondiale citait Madagascar en exemple. Aucun n'a duré. La cause profonde n'est donc pas le choix d'un modèle, puisque plusieurs ont été appliqués et qu'aucun n'a tenu. Il faut la chercher dans l'économie politique du pays.

9. Son explication tient dans l'image d'une pyramide fragmentée. Au sommet, un pouvoir et des élites qui fonctionnent par coalitions passagères et instables. Très loin en dessous, la grande majorité de la population, sans lien avec ce qui se joue en haut.

10. Rien ne relie la base au sommet, rien ne permet de soutenir une politique dans la durée. Chaque gouvernement fait le maximum pour lui-même, puis tombe, et tout recommence.

Des réussites individuelles, un échec collectif

11. Thierry Rajaona a parlé, selon ses mots, ni en historien ni en économiste, mais en chef d'entreprise. À Madagascar, les individus peuvent réussir : des entrepreneurs émergent, se financent, se développent. Ces réussites individuelles coexistent avec un échec collectif, qu'il a vécu de l'intérieur :

12. Pendant quatre ans, où j'étais président du GEM, on a réussi à avoir un certain consensus, à avoir une certaine vision. Lorsqu'il s'agit de la partager avec le pouvoir public, c'est à 99 % un échec. On doit faire nation. On est des clans, on est des silos.

— Thierry Rajaona

13. Il a cité la crevette, longtemps fleuron national, aujourd'hui en voie de disparition faute de soutien de l'État, alors que les opérateurs investissent seuls dans les infrastructures.

Le regard de l'historien : un pays d'îlots et une révolution démographique

14. Samuel F. Sanchez a inscrit ces blocages dans la très longue durée. Ce qui le frappe, c'est la multiplication d'îlots : des marchés régionaux mal connectés entre eux, aux niveaux de vie très différents, déjà observables au XIX^e siècle. Un pays à plusieurs vitesses, où certaines zones commercent avec le monde depuis plus d'un millénaire quand d'autres restent durablement périphériques.

15. Il a surtout attiré l'attention sur un phénomène de structure plutôt que d'événement : la révolution démographique. Madagascar comptait moins de quatre millions d'habitants au début du XX^e siècle, en compte plus de trente millions aujourd'hui et en comptera cinquante dans quelques années. Cela change tout, de l'organisation économique à la pression sur les ressources, et l'impact en reste sous-estimé.

La génération montante : ne pas rater la deuxième fenêtre

16. Harison Rakotonirainy s'est dit « profondément malheureux et plein d'espoir en même temps ». Malheureux, parce que le potentiel ne vaut que par l'exécution, et que l'exécution bute sur un capital humain dont les meilleurs éléments quittent le pays ; il le constate tous les jours dans son entreprise.

17. Plein d'espoir, parce que la conjonction actuelle, entre intelligence artificielle, recomposition géopolitique des chaînes de valeur et changement climatique, rouvre une fenêtre comparable à celle que Madagascar a manquée dans les années 2000, quand le pays s'est cantonné au rôle d'exécutant de l'externalisation.

18. Rester un pays de tâches élémentaires n'est plus viable. L'occasion à saisir cette fois est de créer une vraie valeur et une expertise autour de ces mutations, dans le numérique mais aussi dans la santé, la finance et l'agriculture.

Les occasions manquées

19. La question des occasions manquées, posée dès le premier tour, a fait émerger une chronologie que les panélistes partagent pour l'essentiel. La Première République, avec sa politique d'industrialisation et ses institutions financières nationales, avait porté le PIB par habitant à son plus haut niveau historique.

20. La crise de 1972, sociale et culturelle avant d'être économique, a débouché sur un choix socialiste que plusieurs intervenants tiennent pour le premier grand tournant manqué. La fin des années 1990 et les zones franches ont constitué un deuxième décollage avorté.

21. Le premier mandat des années 2000 a vu le PIB par habitant retrouver puis dépasser son niveau d'avant-crise, fait unique dans l'histoire contemporaine du pays selon Thierry Rajaona, avant que la crise de 2009 ne referme la parenthèse.

22. Plus récemment, la gestion du Covid a montré le divorce entre secteur privé et pouvoirs publics : un plan de relance construit avec les bailleurs et validé par le ministère concerné a été écarté au sommet de l'État.

23. Samuel F. Sanchez a ajouté deux occasions manquées plus anciennes. L'échec du royaume de Madagascar, à la fin du XIXe siècle, à emporter l'adhésion de sa population : une armée nombreuse et bien équipée mais sans cause à défendre, minée par les désertions face au corps expéditionnaire français de 1895.

24. Et l'immédiat après-guerre, quand la répression de 1947 a écrasé des voies réformistes qui existaient alors. La leçon vaut pour le présent : aucun projet national ne tient si la population n'y trouve pas sa place.

Le miroir est-asiatique : ce qu'il éclaire, ce qu'il déforme

Le récit coréen

25. James Ranaivoson a retracé la trajectoire sud-coréenne, qu'il connaît de première main pour y avoir séjourné en 1995 puis en 2016. Un pays colonisé, détruit par la guerre, à l'agriculture plus pauvre que celle de Madagascar, parti du même niveau de PIB par habitant en 1960.

26. Puis l'industrialisation dirigée par l'État autour des chaebols, adossée au soutien américain, du textile vers l'industrie lourde puis l'électronique. La crise financière asiatique de 1997 et l'humiliation du FMI, remboursé en un temps record.

27. Et derrière tout cela, une donnée culturelle, le *han* : refus du fatalisme, patience, dignité, contrôle de soi, désir de revanche et d'excellence. Sa question au panel, telle qu'affichée à l'écran, était volontairement dérangeante : soyons honnêtes, que pouvons-nous faire de cela à Madagascar ?

28. Il a glissé au passage un rappel historique qui a résonné avec la conférence du matin : à la fin du XIXe siècle, certains intellectuels malgaches, dont plusieurs furent fusillés au début de la colonisation, rêvaient d'une ère Meiji à la malgache, sur le modèle du Japon modernisé à partir de 1868.

29. L'idée d'un sursaut souverain inspiré d'Asie ne date donc pas d'hier, et compte peut-être parmi les occasions manquées.

Ce que le panel en retient, et ce qu'il refuse d'en retenir

30. Vahinala Raharinirina retient la résilience et la clarté du choix stratégique : la Corée a fait de la relance verte et des technologies une priorité nationale après avoir connu, comme Madagascar, une grande déforestation ; ce n'est pas un hasard si le Fonds vert pour le climat s'y est installé.

31. Elle invite aussi à regarder le Costa Rica, qui a bâti son modèle sur son capital naturel, la voie qui lui paraît la plus adaptée à Madagascar. Elle relève enfin un point de comparaison inattendu : la Corée aussi a une oligarchie puissante, mais la richesse y ruisselle vers la population. À Madagascar, l'oligarchie existe sans le ruissellement.

32. Thierry Rajaona est revenu sur les nouveaux pays industrialisés de ses années d'étudiant, Corée, Taïwan, Singapour : industrialisation, exportation, investissements étrangers, et des régimes autoritaires. Il a confessé avoir longtemps pensé que Madagascar avait besoin d'une « dictature éclairée ».

33. Quarante ans plus tard, dans un monde multipolaire, il propose un contre-modèle plus humble : le Bhoutan. Ce petit pays enclavé, autrefois plus pauvre que Madagascar, a fait du bonheur national brut son critère de politique publique.

34. Il affiche aujourd'hui, selon les chiffres cités, un PIB par habitant plusieurs fois supérieur à celui de Madagascar, une scolarisation et un accès à l'électricité quasi généralisés, et 75 % de couverture forestière. D'abord viser le bonheur du peuple, réfléchir ensuite à l'enrichissement.

35. C'est Mireille Razafindrakoto qui a porté la contradiction la plus ferme, sur deux plans. Sur la comparaison d'abord : se mesurer à la Corée du Sud quand on est l'un des pays les plus pauvres du monde fait peut-être partie du problème. Les circonstances géopolitiques, la densité, l'histoire, rien ne correspond.

36. Mieux vaut viser ce qui est à notre portée que rêver de trajectoires à 5 % de croissance annuelle que les politiciens promettent et ne livrent jamais. Sur la tentation autoritaire ensuite :

***37.** Dans un pays où il n'y a pas de contre-pouvoir, on met un dictateur, qu'il soit éclairé ou non éclairé, il va finir par être non éclairé. [...] Ce n'est pas un homme providentiel qui va changer le pays, c'est une dynamique globale.*

— Mireille Razafindrakoto

38. Du Vietnam, où elle a vécu cinq ans, elle retient qu'un pays peut se développer avec de la corruption et une démocratie limitée, à condition qu'existe une dynamique d'ensemble dont toute la population profite. En cinq ans, elle y a vu des gens passer du vélo à la voiture. C'est précisément ce qui manque à Madagascar. Et elle a résumé le blocage par une formule qui a marqué la salle :

***39.** On dit souvent que Madagascar est riche, c'est vrai. Je pense que, justement, c'est le problème : Madagascar est assez riche pour les élites. Les riches se satisfont d'une richesse facile à récolter, sans avoir besoin de développer une industrie qui exige de l'investissement et de la durée. Et tout le reste de la population est laissé de côté.*

— Mireille Razafindrakoto

40. Samuel F. Sanchez a émis un doute de méthode sur la fameuse équivalence des PIB de 1960, dont les bases statistiques restent fragiles. Puis il a déplacé la question : Madagascar cherche des modèles extérieurs depuis Radama Ier au début du XIXe siècle.

41. Tout l'enjeu est de savoir les doser et les « malgachiser », c'est-à-dire les mettre en relation avec des concepts politiques et sociaux malgaches, du fokonolona aux systèmes lignagers, qui portent des principes d'équité, de représentation et de responsabilité des élites. Le grand large n'est pas la seule direction : la société malgache recèle des options politiques qu'on ne regarde pas assez.

42. Harison Rakotonirainy a clos ce tour en qualifiant le modèle coréen de circonstanciel. Soutien américain sans faille, accès au marché, transferts de technologie japonais : personne n'offrira cela à Madagascar aujourd'hui.

43. Il propose un référent plus proche, la Guinée et son programme Simandou 2040, qui a transformé l'espoir collectif placé dans un gisement de fer en programme national structuré, au point qu'une partie de la diaspora guinéenne d'Amérique du Nord est rentrée le servir.

44. Ni la géologie ni le contexte ne sont identiques. Mais la mécanique, fédérer une population et sa diaspora autour d'une trajectoire lisible, lui paraît bien plus transposable que le *han* coréen.

Le panorama des modèles

45. En synthèse, James Ranaivoson a projeté la palette des modèles de développement dont Madagascar applique déjà, de fait, un mélange : le modèle néolibéral des institutions de Bretton Woods, aujourd'hui très dilué et croisé avec le financement climatique ; le modèle extractiviste-exportateur ; l'industrialisation par externalisation des pays riches, des zones franches au BPO ; l'État développeur est-asiatique.

46. S'y ajoutent les modèles centrés sur le développement humain, dans la lignée d'Amartya Sen ; ceux qui intègrent les contraintes climatiques et le renouvellement des ressources naturelles ; le capitalisme dirigiste à la chinoise, appliqué au Vietnam et pour partie au Rwanda ; et le modèle schumpétérien de la destruction créatrice, remis à l'honneur par Philippe Aghion, prix Nobel d'économie 2025.

47. Aucun ne constitue une recette. La question n'est pas de choisir un modèle sur étagère, mais de construire la combinaison qui correspond aux réalités malgaches.

Le débat sur les élites : « c'est nous tous »

48. La discussion avec la salle s'est cristallisée sur une question posée par une participante : qui sont les élites, et que font-elles ? La définition de Mireille Razafindrakoto est académique et inclusive : toutes les personnes qui occupent une position de pouvoir dans les sphères

politique, économique, religieuse, militaire ou de la société civile, suffisante pour influencer sur le cours des choses.

49. « Je m'inclus dedans », a-t-elle précisé d'emblée, avant de livrer un résultat frappant de ses enquêtes : plus de 95 % des élites interrogées dénoncent la mauvaise gouvernance. Mais chacune désigne les autres. « C'est pas moi, c'est lui. Mais en fait, c'est nous tous. »

50. Le témoignage de Vahinala Raharinirina sur la sphère du pouvoir a été le moment le plus direct de la matinée. Une sphère « infestée » par des intérêts privés, y compris des acteurs de la fraude fiscale qui influencent fortement l'État.

51. Un parlement où beaucoup ne comprennent pas une loi de finances. Des taux d'exécution budgétaire de l'ordre de 19 % sur ressources propres internes, « on vous donne 100 à dépenser, vous dépensez 19 », dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

52. *Quand on me dit : bravo d'être sortie vivante, comment as-tu fait pour nager avec ces requins ? Je réponds : je nage à contre-sens, je nage à contre-courant. L'élite, celle qu'on attend pour occuper la sphère du pouvoir, a abandonné ce pays.*

— Vahinala Raharinirina

53. Rentrer au pays est un sacrifice, elle en témoigne : sa vie de famille s'est arrêtée en 2020. Mais « on a besoin de générations qui se sacrifient », faute de quoi la trajectoire actuelle durera un siècle de plus.

54. Thierry Rajaona a prolongé : ce qui manque, c'est une coalition des élites qui pense le développement général du pays et non ses intérêts propres. Et il a redit sa conviction :

55. *Le développement de Madagascar se fera avec la diaspora ou il ne se fera pas.*

— Thierry Rajaona

56. Une question de la salle sur le secteur pharmaceutique et la position dominante de la communauté karana a donné lieu à une mise au point ferme de Mireille Razafindrakoto contre toute essentialisation. Sur des milliers de personnes, quelques dizaines posent problème. Les Karana font partie de Madagascar.

57. Et les « élites prédatrices » n'agissent jamais seules : elles ont des collaborateurs malgaches qu'il faut aussi nommer. Le levier à la portée de tous, diaspora comprise, est l'information et la sensibilisation, jusqu'au fin fond des villages, pour reconstruire le contrat social entre population et élites, sans mépris pour une population qu'on dit « pas à la hauteur ».

58. Un participant a enfin interrogé la pertinence du suffrage universel direct dans un pays largement analphabète, et regretté le manque de recherche appliquée sur des modèles adaptés aux réalités malgaches.

59. Samuel F. Sanchez a répondu en rappelant la palette des systèmes politiques qu'a connus Madagascar, de la représentation par les lignages au fokonolona en passant par les systèmes peu centralisés du nord-est : les chercheurs ont là un travail à faire. Et James Ranaivoson a conclu par une mise en garde :

60. *Ne sous-estimez pas les gens. Descendez dans les campagnes : les gens, même analphabètes, sont des gens intelligents, qui savent exactement ce qu'ils veulent. Mais des politiciens les écrasent, ce qui fait qu'ils n'ont pas voix au chapitre.*

— James Ranaivoson

Conclusion

61. « En 2 h 15, on n'a pas résolu la question du développement de Madagascar. » La clôture assumait la modestie du résultat. La table ronde a pourtant fait apparaître une convergence réelle : le problème premier de Madagascar n'est pas le choix d'un modèle économique, c'est l'économie politique qui empêche tout modèle de tenir.

62. Fragmentation sociale, coalitions d'élites instables, absence de contre-pouvoir et de contrat social : tant que ces verrous restent en place, le meilleur modèle du monde connaîtra le sort de tous les précédents.

63. Les voies d'action ont toutes été nommées au fil de la matinée : reconstruire le lien entre élites et population par l'information et l'éducation ; asseoir le modèle sur le capital naturel et sur la montée en gamme dans les mutations technologiques en cours, plutôt que sur l'imitation de trajectoires étrangères.

64. S'y ajoutent puiser dans les ressources politiques propres de la société malgache autant que dans les modèles importés, et mobiliser la diaspora, par le retour pour ceux qui le peuvent, par l'information, la technologie et l'investissement pour les autres.

65. Pour la diaspora réunie à Paris, le message final tenait en une phrase, entendue deux fois dans la matinée sous des formes différentes : personne ne viendra développer Madagascar à la place des Malgaches, et le développement se fera avec la diaspora ou ne se fera pas.

Note méthodologique

66. Ce compte rendu a été établi à partir de l'enregistrement vidéo de la session (dimanche 5 juillet 2026, matin). Les citations entre guillemets ont été vérifiées mot à mot sur l'enregistrement. Les chiffres cités par les intervenants (seuil de pauvreté, indicateurs du Bhoutan, taux d'exécution budgétaire) sont rapportés tels qu'énoncés et n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante.

67. Une correction factuelle a été apportée : la crise financière asiatique évoquée à propos de la Corée du Sud date de 1997. Les noms et fonctions des intervenants sont ceux publiés dans



le programme détaillé de ZAMA 2026, et le support de présentation projeté en séance (« TR Modèle de Développement », 5 juillet 2026) a servi de source complémentaire pour la structure des tours de table et la formulation des questions.

68. Les paragraphes sont numérotés en continu, citations comprises, pour faciliter les renvois et les relectures.